

LES FAITS MARQUANTS DE LA CA-25/FMME: MERCREDI 18 FEVRIER 2009

Mercredi matin, les délégués à la CA-25/FMME se sont réunis dans des séances de concertations ministérielles et dans la Grande commission (GC). L'après-midi, les délibérations se sont poursuivies dans la GC et les ministres ont également pris part à une réunion sur le changement climatique, organisée par le gouvernement du Danemark. Deux groupes de contact, sur les budget et programme de travail pour 2010-2011 et sur la gestion des produits chimiques, ainsi qu'un comité de rédaction, se sont réunis tout le long de la journée. Un groupe informel sur l'appui à l'Afrique s'est également réuni dans l'après-midi.

CONCERTATIONS MINISTERIELLES

Cette session a consisté en trois exposés liminaires et un groupe de discussion sur le thème "Crise mondiale : chaos national ? Faire face aux multiples défis posés et saisir les opportunités offertes."

EXPOSES LIMINAIRES: Robert Watson, Université d'East Anglia, Royaume-Uni, a mis en relief les principales interconnexions entre le changement climatique et d'autres problèmes environnementaux. Au sujet du contexte mondial de la sécurité alimentaire, il a montré du doigt les politiques qui faussent le commerce, les subventions de l'OCDE et les conflits dus aux politiques foncières. Il a parlé de la multifonctionnalité de l'agriculture, a suggéré que le problème de la faim peut être traité à travers une utilisation appropriée des outils disponibles, et a souligné le besoin d'éliminer les subventions et d'intégrer les coûts externes. Watson a mis l'accent sur l'importance de trouver des solutions à la fois économiques et équitables aux problèmes posés, tels que ceux du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité, soulignant la nécessité d'une volonté politique et d'un leadership moral.

Khalid Al-Irani, ministre de l'environnement, Jordanie, a parlé de l'importance de l'investissement au niveau de l'écosystème pour le maintien de la fonctionnalité de la base des ressources, et a affirmé que certains avantages offerts par les technologies, tels que les biocarburants et les organismes génétiquement modifiés, sont discutables. Al-Irani a évoqué les efforts fournis par son pays dans le cadre du processus de la réforme environnementale et les changements de paradigmes opérés en termes de planification et de politique énergétiques.

Ligia Castro de Doens, ministre de l'environnement, Panama, a parlé du défi consistant en l'établissement d'objectifs stratégiques pour un nouveau modèle de gestion environnementale qui réduit la pauvreté, améliore la répartition des revenus, maintient la croissance économique et renforce la démocratie et la participation des citoyens.

GROUPE DE DISCUSSION: Batilda Burian, ministre d'Etat chargée de l'environnement, Tanzanie, a décrit les principaux défis environnementaux posés à son pays, faisant état de l'élaboration de programmes d'adaptation, d'action et de mobilisation des ressources au niveau national.

Erik Solheim, ministre de l'environnement et de la coopération pour le développement, Norvège, a présenté le marché du carbone comme étant le moyen le plus efficace pour la génération de ressources financières, et a souligné le besoin d'une large réflexion sur les paiements des services des écosystèmes.

Hilary Benn, secrétaire d'Etat chargée de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales, Royaume-Uni, a parlé d'une "crise de la durabilité," expliquant que la contraction du crédit est le produit de politiques d'emprunt non viables et que le changement climatique est causé par des pratiques non durables d'émissions de dioxyde de carbone. Elle a souligné le besoin d'investir dans une agriculture à faible émission de carbone et dans des moyens de stockage et de transport appropriés.

Jean-Louis Borloo, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, France, a mis en exergue l'accord d'ensemble climatique de l'UE, qui consiste en un engagement pour une baisse de 20% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020, par rapport aux niveaux de 1990, une augmentation de 20% de la part des sources renouvelables dans l'assortiment énergétique et une coupe de 20% dans la consommation d'énergie.

Jos Delbeke, directeur-général adjoint, CE, a parlé du Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'UE et de l'harmonisation des politiques appliqués à des produits tels que les voitures et les carburants propres.

Yo de Boer, secrétaire exécutif, UNFCCC, a reconnu les signes positifs évidents dans les accords d'ensemble pour la récupération de la crise financière, qui englobent la considération des données touchant au climat, à l'énergie et à la durabilité. Il a encouragé les délégués à utiliser les neuf mois qui restent d'ici les pourparlers sur le changement climatique à Copenhague, à "élucider le puzzle financier" de manière à ce que les pièces y trouvent leur place.

Dans le débat qui a suivi, les délégués ont évoqué : les circonstances nationales; la sécurité alimentaire; l'eau et l'énergie dans le contexte du changement climatique; le rôle des technologies, du secteur privé et de la création des capacités; la mobilisation des ressources financières au titre du régime du changement climatique; et, le financement en tant qu'élément clé dans la relève des défis posés.

GRANDE COMMISSION

THEMES POLITIQUES: Etat de l'environnement: La GC a examiné quatre rapports portant sur: les PEID; les politique et stratégie de l'eau du PNUÉ; la coopération sud-sud dans la poursuite du développement durable; et, la gestion des déchets.

Les délégués ont adopté les rapports après avoir émis leurs observations d'ordre général, avant de passer au projet de décision englobant diverses mesures, qui s'y rapporte.

S'agissant de la coopération sud-sud, les délégués se sont accordés sur l'ensemble des paragraphes opératifs concernant la mobilisation des ressources, sauf un. Le président Uosukainen a invité le G-77/Chine, l'UE, les Etats-Unis et d'autres à mener des consultations dans un comité de rédaction informel.

Au sujet de la gestion des déchets, vu le grand nombre d'amendements, le président Uosukainen a demandé, et les délégués ont approuvé, la conduite de concertations informelles.

Au sujet de l'appui à l'Afrique, le délégué de l'Afrique du Sud a introduit un projet de texte et plusieurs délégations ont appelé à un alignement de la décision, de manière plus étroite, avec la SMT. Un groupe informel modéré par le président Kalibbala, a été établi et s'est réuni dans l'après-midi.

Le Costa Rica a retiré son projet de décision consacré à la Charte de la Terre, pour éviter les chevauchements avec le Plan stratégique de Bali.

Coordination et coopération avec les grands groupes : La directrice exécutive adjointe du PNUE, Angela Cropper, a présenté le rapport d'évaluation final de la stratégie à long terme concernant l'engagement et l'implication des jeunes dans les questions environnementales. Elle a demandé aux délégués d'avaliser la seconde stratégie à long terme, dans laquelle les activités des jeunes se trouvent alignées de manière plus étroite, aux six priorités transversales figurant dans la SMT de 2010-2013. Après des déclarations faites par les représentants des jeunes, les délégués ont endossé la nouvelle stratégie.

Contribution du PNUE en tant qu'agent d'exécution du FEM: Le secrétariat du PNUE a soumis un document portant sur la situation du Fonds pour l'environnement, notant que plus de 400 projets mis en œuvre par le PNUE ont été approuvés depuis la première reconstitution des fonds du FEM. Le secrétariat a rapporté, toutefois, que la part du PNUE dans les financements accordés par le FEM, a baissé de 7% durant la quatrième reconstitution. Tout en exprimant leur soutien aux activités du PNUE, les Etats-Unis ont souligné le besoin d'une réforme approfondie du FEM, y compris l'établissement d'une entité de suivi indépendante, pour restaurer la confiance des donateurs.

Coordination et coopération avec le système des Nations Unies sur les questions environnementales: La GC a entendu un rapport sur le rôle du PNUE dans l'Initiative "Unité d'action des Nations Unies," y compris son leadership dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de la lutte contre le changement climatique.

COMITE DE REDACTION

Au sujet de la plate-forme politique et scientifique intergouvernementale sur la biodiversité et les services de l'écosystème (IPBES), les délégués ont accueilli favorablement les propositions de retenir 2010 comme date butoir provisoire pour la présentation d'un rapport sur les progrès accomplis et le projet de décision a été transmis à la GC.

Au sujet de la situation environnementale du monde, le groupe a considéré des textes supplémentaires proposés par l'UE au titre de la future évaluation mondiale du changement environnemental. Les délégués ont fait part de leurs réserves concernant le coût des évaluations intégrées et thématiques du PNUE, et ont souhaité avoir des éclaircissements sur le point de savoir si ces évaluations allaient être couvertes dans le cadre du programme de travail et budget. Un accord a été atteint sur le renforcement de la pertinence des politiques dans la prochaine édition des Perspectives mondiales sur l'environnement (GEO-5).

Au sujet de la législation environnementale, les points de vue étaient polarisés sur la question de l'adoption de directives concernant l'élaboration d'une législation nationale régissant l'accès à l'information, la participation du public, et l'accès à la justice dans les affaires environnementales, et la question est restée en suspens.

S'agissant de la GIE, plusieurs délégués ont proposé l'insertion d'une formulation plaçant le suivi dans le contexte du paragraphe 169 du Document final du Sommet de 2005 sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies. Cependant, d'autres délégués ont estimé que l'ouverture d'un débat sur ce point risquait de faire double emploi avec la discussion menée actuellement dans une session parallèle et le sujet n'a pas été examiné.

GROUPES DE CONTACT ET INFORMELS

PRODUITS CHIMIQUES: Les délégués ont négocié la révision du projet de décision concernant le mercure. Au sujet des dispositions opérationnelles à élaborer par le CNI, aucun accord n'a pu être atteint sur l'utilisation d'un texte à visée obligatoire ou à visée discrétionnaire dans le chapeau. Plusieurs délégations, dont les ETATS-UNIS, le CANADA et l'Australie, contrées par l'AFRIQUE DU SUD, ont préféré ne pas prescrire le travail du CNI. Le coprésident Roberts a suggéré, et les délégués ont accepté, la conduite de concertations bilatérales. Les délégués ont atteint un accord stipulant que le CNI est appelé à examiner plusieurs éléments, mais, après un long échange, la discussion des éléments précis a été reportée.

Les points de controverse ont englobé: les références à la GIE et au principe des responsabilités communes mais différenciées; l'octroi au CNI la souplesse de considérer un instrument apte à traiter d'autres substances sujettes à une préoccupation mondiale;

le besoin pour le CNI de considérer l'établissement de priorités pour les sources intentionnelles ou anthropiques; et l'horizon temporel pour le démarrage du CNI. Ces sujets ont été transmis pour examen à un comité des Amis du président, comprenant les Etats-Unis, la Chine, l'UE, l'Inde, la Serbie, le Nigeria, l'Argentine, le Japon et la Norvège, dont la réunion est programmée pour toute la nuit de mercredi.

L'après-midi, les délégués ont examiné le projet de décision concernant l'ASIGPC. Les chapitres consacrés au financement et à l'invitation de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques à trouver une solution pour les financements à moyen et long termes, ont été sujets à controverses. Les ETATS-UNIS et le JAPON ont préféré voir les questions touchant à l'ASIGPC être négociées à la CIPC-2 et non à la CA-27/FMME. La NORVEGE et le GROUPE AFRICAIN, cependant, ont souligné le besoin de déterminer des voies innovatrices pour trouver des financements pour l'ASIGPC lorsque se terminera le Programme de démarrage rapide, à durée limitée. La discussion de ce sujet se poursuivra jeudi.

BUDGET ET PROGRAMME DE TRAVAIL: Le Groupe a poursuivi sa lecture paragraphe par paragraphe de l'ensemble du projet de décision concernant le programme biennal proposé et le budget d'appui au titre de la biennal 2010-2011. Un comité de rédaction restreint comprenant le Japon, l'UE, les Etats-Unis, la Norvège et d'autres, s'est réuni pour travailler sur un texte portant sur la transparence, les consultations et la priorisation, et les délégués ont par la suite accepté le texte révisé.

APPUI A L'AFRIQUE: Le groupe, présidé par Agnes Kalibbala (Ouganda), a examiné le projet de décision et au cours de sa première lecture, a retravaillé le texte de manière substantielle. Un chapeau a été ajouté pour préciser que la décision entière doit être mise en application "dans le cadre des budget et programme de travail" au titre de 2010-2011 et de la SMT. Le groupe a débattu du point de savoir si le paragraphe appelant le PNUE à aider les pays dans la mise en œuvre des conventions régionales, était approprié dans une décision de la CA. Le paragraphe appelant au soutien d'un centre africain des politiques climatiques à la Commission économique pour l'Afrique, au sein de l'ONU, a été placé entre crochets en raison de l'incertitude concernant le financement et les éventuelles implications budgétaires. Le texte appelant le PNUE à publier de manière régulière, "Africa: Atlas of Our Changing Environment," a été jugé peu réaliste par de nombreux participants; une proposition de rechange, avancée par les Etats-Unis, appelant le PNUE à aider les pays africains à renforcer leurs capacités en matière d'élaboration d'atlas environnementaux nationaux, a rencontré une résistance de la part du Groupe africain. Le groupe examinera une révision du projet de décision, jeudi.

DANS LES ALLEES

La réunion ministérielle privée sur le changement climatique, tenue mercredi après-midi, ("le chef de délégation de chacun des pays, plus un membre de sa délégation") a laissé certains participants avec des sentiments mitigés. Ce rassemblement à l'initiative du gouvernement danois, était, au départ, placé en marge du programme de la CA-25. Aucun résultat particulier n'était planifié et, semble-t-il, l'idée était juste d'engager les ministres de l'environnement présents à Nairobi. Les participants qui s'attendaient à voir la réunion apporter une valeur ajoutée aux prochaines négociations climatiques ont été, probablement, découragés, mais la plupart des participants ont déclaré avoir apprécié l'échange, tandis que d'autres ont estimé que la tenue de cette réunion sur le territoire du PNUE pourrait avantager la résurgence du PNUE.

Les discussions dans les allées ont indiqué que le comité des "ministres amicaux" était en train d'enregistrer de bons progrès vers une décision sur la GIE et qu'il a planifié de tenir des concertations avec les groupes régionaux, durant la soirée, avant de poursuivre ses travaux, jeudi.

Dans l'intervalle, au sujet du mercure, les émotions étaient grandes. Au moment où les représentants de huit pays et huit "amis," se préparaient à passer une longue nuit de négociations dans un comité des Amis du président, certains se sont sentis exclus, tandis que d'autres ont soutenu que le comité avait des chances d'être joint par un invité surprise de haut rang, tenant à apporter son soutien à la réalisation d'un résultat.